

Le Sud-Essonne mobilisé contre la création d'un site de stockage de déblais du Grand Paris

Élus et associations s'opposent au projet porté par Bouygues Travaux Publics, de création d'un site de stockage de déblais du Grand Paris sur des terres agricoles à Saint-Hilaire.



À Saint-Hilaire (Essonne), élus, associations et habitants sont opposés à la création d'un centre de stockage de terre issues des travaux du Grand Paris (©Actu Essonne / T.F.)

Par [Thibaut Faussabry](#) Publié le 1 Avr 21 à 15:30

Une certaine agitation s'est emparée de **Saint-Hilaire** ces dernières semaines. Dans ce petit village du sud de l'[Essonne](#) peuplé par 400 âmes, l'intention de **Bouygues Travaux Publics** d'**entreposer** sur un **terrain agricole de 34 hectares** aux lieux-dits Ardenne – La Saboterie, des **déblais des travaux du Grand Paris**, ne passe pas.

Le groupe industriel a ainsi déposé au début du mois de février en préfecture de l'Essonne une demande ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) pour ce qui est présenté comme une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI).

À lire aussi

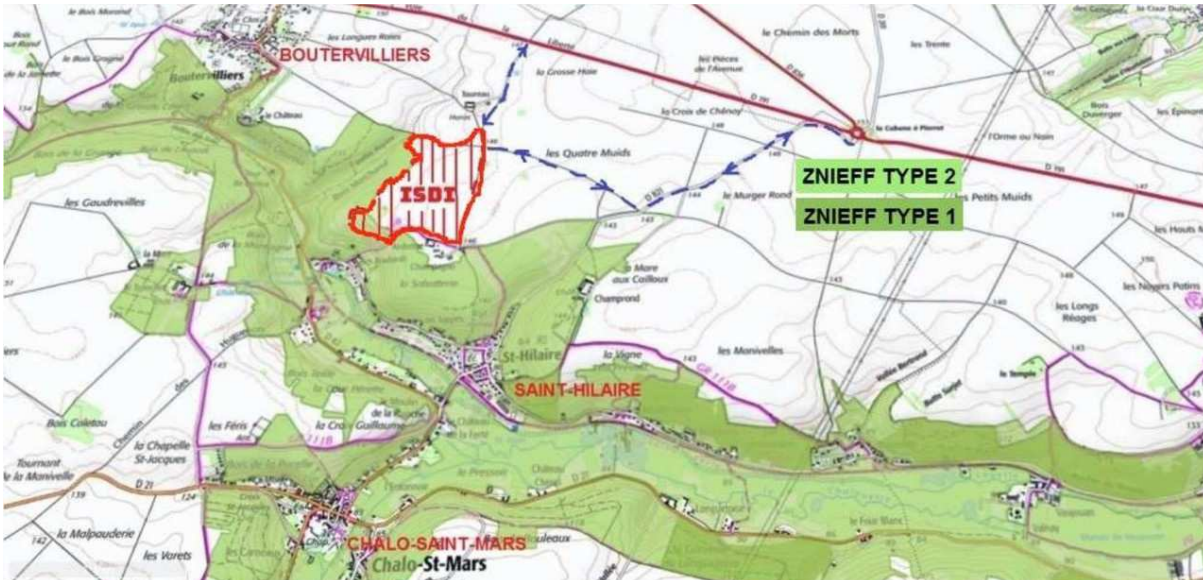
- [Essonne. L'hôtel de l'agglomération de l'Étaminois va faire peau neuve](#)

1,4 million de m³ de terre déversés pendant au moins huit ans

Présenté comme « un remodelage de terres agricoles », le projet prévoit notamment le déversement pendant au moins huit ans d'1,4 million de mètres cubes de terre sur place. Effrayés par la perspective de voir naître cette installation près de chez eux, des habitants ont alerté l'association de défense de la santé et de l'environnement Saint-Escobille (ADSE).

Cette dernière rejointe par d'autres associations et collectifs a créé une [pétition en ligne](#) et fait également circuler un exemplaire papier à Saint-Hilaire et dans les villages alentour.

Les porteurs de la pétition dénoncent un projet « présentant de multiples risques de pollution de l'air, des sols, des sous-sols, de l'eau potable, des rivières et de la nappe phréatique de Beauce ». Le projet prévoirait également un déboisement et une excavation de la zone exploitée.



Bouygues Travaux Publics envisage de créer un centre de stockage de terres issues des travaux du Grand Paris sur des terres agricoles appartenant à un propriétaire privé à Saint-Hilaire (Essonne) (©ADSE)

On n'est pas là pour être la poubelle du Grand Paris

« La pétition a reçu de nombreux appuis, il y a un réel consensus des habitants et des élus contre de projet », souligne Marie-Josèphe Mazure, la présidente de l'ADSE qui a déjà par le passé repoussé au prix d'un combat judiciaire long de 14 ans, le projet porte par SITA de création d'un centre d'enfouissement technique à Saint-Escobille.

« Il doit bien exister en Île-de-France d'anciennes friches industrielles déjà polluées où il est possible de créer ce type de stockage sans faire courir de risques inutiles », s'interroge la présidente de l'association.

Les élus du secteur ont effectivement marqué leur opposition au projet. En premier lieu, le maire de Saint-Hilaire Stéphane Demeulemeester : « On n'est pas là pour être la poubelle du Grand Paris pour des infrastructures dont on n'aura jamais l'utilité ».

À lire aussi

- [Covid-19. Quasiment 10 % de vaccinés en Essonne, les chiffres de la vaccination par département francilien](#)

Une motion voté à l'unanimité par les élus de l'Étamais

L'édile est soutenu par ses homologues de la communauté de l'Étamais Sud-Essonnes (54 337 habitants répartis sur 37 communes). Tous ont voté à l'unanimité, une motion contre le projet.

« Nous comprenons la nécessité de construire de nouvelles infrastructures de transports mais on nous n'acceptons pas cette méthode employée de passage en force sans concertation préalable », résume Johann Mittelhausser, le président de l'agglomération.

« Au delà du risque notamment pour la distribution d'eau potable, ce projet va bouleverser un cadre de vie, un paysage unique labellisé Pays d'art et d'histoire », ajoute l' élu.

À lire aussi

- [Essonne. Une nouvelle agence d'aide et maintien à domicile pour les séniors a ouvert à Étampes](#)

Une manifestation organisée le 2 mai

À l'Assemblée nationale, Bernard Bouley, le député de la 2e circonscription a formulé une [question écrite à l'attention de la ministre de la Transition énergétique](#) Barbara Pompili. L'ancien suppléant de Franck Marlin met en avant l'absence de garantie de la non-toxicité des déchets qui pourraient être entreposés à Saint-Hilaire.

« C'est dans les mains des services de l'État maintenant », résume ainsi Stéphane Demeulemeester. « Même si la préfecture donne son accord pour la poursuite de ce projet, on continuera à lutter, à se mobiliser contre sa mise en œuvre », prévient Marie-Josèphe Mazure dont l'association organisera une manifestation le 2 mai à Saint-Hilaire.

Contacté, Bouygues Travaux Publics n'a pas répondu à nos sollicitations.